

Le logement

Une maison est le plus gros investissement que fasse un individu. C'est à sa maison qu'il consacre la majeure partie de son salaire. Elle est le centre de sa vie. Il l'achète comme une source de stabilité. Le gouvernement nous enlève systématiquement cet espoir. Il aura suffi de trois ou quatre années, pour que ce qui était un désir légitime et réalisable, à condition d'un certain effort, ne soit plus qu'une chimère et dans certains cas, un cauchemar.

De toutes les responsabilités qui auraient pu être confiées au ministre, je crois que celle-ci est de loin la plus importante à l'heure actuelle. Il peut fort bien s'inscrire en faux contre la stupidité d'une politique à courte vue et prouver qu'il sait prendre des initiatives. Il peut redonner espoir aux Canadiens. Il peut montrer sa volonté ou sa compétence dans l'exercice de ses responsabilités, ce que ni lui ni aucun de ses prédécesseurs n'ont fait jusqu'à présent. Il pourrait s'engager au nom du gouvernement à ce qu'au cours des 12 prochains mois, on permette de nouveau aux Canadiens d'acquérir une maison pour un montant qu'ils seront capables de payer au cours de leur existence. C'est là un engagement que tous les députés ici appuient, je crois.

Des voix: Bravo!

L'hon. Ron. Huntington (Capilano): Monsieur l'Orateur, je suis plutôt heureux de prendre la parole à la suite du député de Hamilton Mountain (M. Deans), dont l'art oratoire et les idées humanitaires méritent une grande attention.

Les Canadiens caressent un rêve impossible, particulièrement les jeunes ménages et les jeunes qui terminent leurs études, cherchent du travail et rêvent d'élever des enfants dans le confort d'une maison privée. C'est de tout cela qu'il s'agit dans le débat actuel.

J'ai été captivé par les propos du député. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, j'ai passé bien des heures à me demander comment il se faisait que la solution que j'entrevois au problème diffère tellement de la façon dont les députés du Nouveau parti démocratique souhaitent le voir résoudre.

Plus nous voulons structurer notre société, plus nous étouffons les stimulants et les initiatives qui œuvrent comme par magie pour faire rêver les gens et les pousser à travailler et à prendre des risques, et plus nous nous empêtrons dans les marécages de l'inaction et de l'incurie bureaucratiques. Ce sont là à mon avis des aspects dont nous devons nous préoccuper dans le débat du bill C-89.

Au début de son intervention, le député de Hamilton Mountain a parlé des difficultés que sa femme et lui avaient éprouvées au début pour donner un foyer à leurs trois jeunes enfants. La plupart d'entre nous pouvons raconter une histoire similaire. La mienne est plutôt différente et est antérieure de quelques années à la sienne. Je suis sorti des années de guerre marié et père d'un enfant auquel est bientôt venu s'ajouter un autre. Les temps étaient difficiles à l'époque. Il fallait terminer des études pour réussir à gagner un revenu supérieur aux allocations versées par le ministère des Affaires des anciens combattants. A l'époque, le gouvernement avait des programmes fort opportuns dont nous n'entendons plus parler. Il y avait la loi sur les terres destinées aux anciens combattants qui, au retour de la guerre, cherchaient à se réinstaller. En outre, la Société canadienne d'hypothèques et de logement était une société d'État dont tous et chacun avaient lieu d'être fiers.

• (2050)

Aujourd'hui, après une décennie d'administration absolument désastreuse et arrogante de la société et des ressources des Canadiens, nous nous retrouvons avec une catastrophe à l'échelle nationale. Le système est désormais dénué de tout stimulant. On y a brimé le moindre esprit d'entreprise et étouffé tout désir de faire preuve d'initiative. La politique financière préconisée par le gouvernement libéral ne permet plus au particulier de faire preuve d'autonomie et de créativité ou encore d'éprouver de la fierté à acquérir un terrain et à y construire une maison selon ses moyens pour y faire vivre sa famille dans la sécurité et la dignité. Le professeur Flores d'Angleterre a fait une déclaration qui, à mon avis, s'applique fort bien au débat entourant le projet de loi sur le logement. Après maintes années sous le régime socialiste et travailliste anglais, a-t-il déclaré, on pouvait considérer le secteur privé comme étant la partie de l'économie que le gouvernement contrôlait, et le secteur public, la partie dont personne n'avait le contrôle. Voilà le malheur avec lequel nous sommes aux prises aujourd'hui. Le gouvernement multiplie nos sociétés d'État, retire au secteur privé les dégrèvements fiscaux accordés jusqu'ici et nous oblige tous à nous présenter, tête basse, devant des tas de bureaucrates pour leur demander la permission de faire ceci ou de faire cela, et pour leur demander des subventions.

M. Benjamin: Et aussi devant les directeurs de banques.

M. Huntington: Si on fichait la paix aux directeurs de banques et qu'on ne changeait rien au système, avec une bonne politique financière, ces mêmes directeurs pourraient donner aux particuliers une certaine autonomie qu'aucun fonctionnaire, ou ministre, ne saurait assurer à qui que ce soit, où que ce soit. Les incitations fiscales constituent la solution magique pour encourager les gens à travailler. Les députés ne semblent pas d'accord: ils qualifient mes idées de dépassées. Il leur suffit de relire l'histoire de l'après-guerre de la Grande-Bretagne pour voir la situation délicate dans laquelle se trouve ce pays. Les industries étatisées s'effondrent les unes après les autres. La plupart d'entre elles ne font même pas assez de recettes, pour payer leur personnel. Elles ont oublié que l'État-providence qu'elles ont édifié et qu'elles réclament à cor et à cri doit être alimenté par la création de richesses. Nous ne saurions maintenir plus longtemps des programmes sociaux, lesquels font l'envie des autres pays si nous ne faisons pas porter tous nos efforts et notre imagination sur la création de richesses qui nous assureront de ne pas perdre ce que nous avons déjà. Le régime des pensions n'est pas suffisamment financé. Il est en danger. A peu près tout ce que nous avons est en péril. Nous avons un gouvernement qui dépense tellement en activités non rentables et en programmes sociaux qu'il doit emprunter pour payer l'intérêt des emprunts qu'il a contractés l'an dernier. C'est un véritable cancer qui s'étend sans cesse et détruit la confiance de la nation.

Comme l'a dit le député de Hamilton Mountain, le bill C-89 est une mesure provisoire qui ne résout pas les problèmes actuels du Canada en matière de logement. Il ne s'attaque pas à la cause de ces problèmes. Le Canada a besoin chaque année de quelque 220,000 nouveaux logements, et nous discutons d'un projet de loi qui prévoit l'octroi de \$7,500 sans intérêt pour la construction de 15,000 logements dans tout le pays. Cela ne contribuera même pas à résoudre le problème que